



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la  
Vendée**

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 16 octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCEA VIAUD**

La Haute Vilnière  
85600 MONTAIGU-VENDEE

**Nos Références : 24-2210 MP**  
**Code AIOT : 0058504039**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement SCEA VIAUD, implanté à La Haute Vilnière - 85600 MONTAIGU-VENDEE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA VIAUD
- La Haute Vilnière - 85600 MONTAIGU-VENDEE
- Code AIOT : 0058504039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de volailles soumis à autorisation au titre de la rubrique 3660-a de la nomenclature des installations classées pour un effectif de 53 856 emplacements de volailles en 2 bâtiments d'élevage.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD
- Transfert d'effluents / Compostage

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	conforme
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	conforme
3	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	conforme
4	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	conforme
5	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II	conforme
6	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	conforme
7	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	conforme
8	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	conforme
9	Site de traitement spécialisé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	conforme
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	conforme
12	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	conforme
13	Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	conforme
14	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	conforme
15	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	conforme

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'élevage ne présente pas d'anomalies majeures au titre de la réglementation des installations classées.

L'interdiction d'accès à l'installation pourrait être plus explicite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> Le projet de modification déclaré en juin 2024 est encore en cours de réalisation. Les 2 bâtiments vétustes ont été démolis. Le nouveau bâtiment (V4) est presque terminé et sera mis en service dans les prochaines semaines. Le local d'entrée du site est commencé. Sa mise en service est prévue autour de novembre/décembre 2024. Le hangar de stockage ne sera réalisé qu'en 2025. L'absence de connexité entre les installations de la SCEA VIAUD et celles des installations des SCEA les Grives aux Loups, INDUSAVI et Giron d'Or, gérée par le même exploitant et situées à proximité a été vérifiée. Les éléments communiqués dans le dossier pour démontrer cette absence de connexité sont effectifs et réels. Le matériel et le personnel sont gérés par des sociétés autres que celles gérant les élevages. Des compteurs d'eau et d'électricité sont installés pour chacune des sociétés. La gestion des cadavres et des déchets est spécifique à chaque exploitation. Les accès aux différentes installations sont différents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>- le registre des risques (art. 14) ;</li><li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li><li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li><li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li><li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li><li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li></ul></li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Les effectifs vérifiés sur la fiche d'élevage de lot en cours sont conformes à l'autorisation : 24174 poulets livrés dans le seul bâtiment utilisé en attente de la réalisation complète du nouveau bâtiment. L'autorisation porte sur 53856 emplacements de volailles. Il est à noter la présence d'une citerne de gaz de 3,2 tonnes, quantité inférieure au seuil de classement au titre de la nomenclature des ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Le site est entouré de haies, excepté à l'entrée. Une haie sépare le site du hameau voisin de "la Haute Vilnière". Les bâtiments sont peu visibles des voies d'accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Propreté – Insectes – Rongeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Le site est maintenu propre malgré les travaux en cours. La désinsectisation est assurée par un prestataire extérieur lors des vides sanitaires, le prestataire qui assure également les opérations de nettoyage et de désinfection. La dératisation est également assurée par un prestataire extérieur, avec un passage sur site 4 fois par an et plus en cas de besoin spécifique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand récipient ; - 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients. Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.
<b>Constats :</b> Les bidons de produits divers (nettoyage, désinfection, ...) utilisés dans l'élevage de la SCEA VIAUD sont stockés dans un local fermé (près du site de la SCEA GIRON D'OR) sur des dispositifs de rétention. Selon l'exploitant, il n'y a pas de stockage de fioul, d'huiles moteur, de produits phytosanitaires, d'engrais ou ammonitrates sur ce site. Le matériel est géré par une autre exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Collecte et stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Les fumiers produits dans l'élevage sont dirigés vers l'unité de méthanisation de la SCEA LES GRIVES AUX LOUPS, sans stockage sur le site de la SCEA VIAUD. Les quelques effluents liquides issus du nettoyage des bâtiments (sol béton) sont collectés dans un puisard (situé derrière la réserve incendie) et sont ensuite transférés vers l'unité de méthanisation de la SCEA LES GRIVES AUX LOUPS via une canalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Collecte des eaux de pluie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales sont collectées par des gouttières et dirigées vers un fossé. Elles sont, avec celles des autres exploitations proches, dirigées vers une fosse de collecte pour être utilisées dans le process de méthanisation de la SCEA les Grives aux Loups.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Rejets directs d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
<b>Constats :</b> Il n'a pas été constaté de rejet direct d'effluent dans les eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Site de traitement spécialisé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.
<b>Constats :</b> Les effluents de l'élevage de la SCEA VIAUD sont transférés vers l'unité de méthanisation de la SCEA LES GRIVES AUX LOUPS. Une convention de reprise a été signée entre le producteur et le

destinataire. Des bordereaux de transfert sont régulièrement édités et signés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :**

La poche d'eau de 120 m<sup>3</sup> prévue dans le dossier est installée. Elle a été contrôlée par le SDIS 85. Selon l'exploitant, elle va prochainement être clôturée (clôture de protection notamment vis-à-vis de la faune sauvage dont les sangliers) et un panneau de signalisation avec son numéro sera installé à proximité (dès la fin des travaux en cours près de l'ouvrage).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Accès aux installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

**Constats :**

Un panneau indiquant l'interdiction d'accès au site est installé sur le portail d'entrée à l'élevage. En revanche, lorsqu'il est ouvert (en journée) il n'est pas visible depuis l'extérieur du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</b>
<b>Proposition de délais : 1 mois</b>

#### N° 12 : Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les différents déchets (bidons de produits, déchets de soin, déchets médicamenteux) sont stockés à l'abri des envols, dans un local fermé (local près de l'élevage bovin de la SCEA Giron d'Or).</p> <p>Les cadavres d'animaux sont stockés dans un congélateur et sont mis en bac au moment du ramassage par l'équarrissage. Chacune des exploitations proches dispose de son propre bac et le ramassage se fait indépendamment.</p> <p>Les bons d'équarrissage ont été vérifiés. Ils sont édités indépendamment pour chacune des exploitations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bordereaux de transfert des déchets divers (bidons) ont été vérifiés. Le dernier enlèvement date du 28/06/2024.</p> <p>Les déchets médicamenteux et déchets de soins sont collectés dans des fûts jaunes dédiés et sont collectés via le cabinet vétérinaire pour élimination via un circuit spécialisé.</p> <p>Il n'a pas été constaté de traces de brûlage sur le site.</p>



**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Mise en œuvre des MTD**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41

**Thème(s) :** Élevage, Dossier

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

**Constats :**

Les MTD vérifiées correspondent à celles déclarées dans le dossier de réexamen de ces techniques validé le 20 novembre 2019, à savoir :

- MTD 1 et 2 (organisationnelles) : divers enregistrements (consommation d'eau, d'aliment...) sont réalisés, la maintenance préventive est assurée, mais pas formalisée, ...

- MTD 3 et 4 : une alimentation multi-phase est mise en place (4 phases pour le poulet selon l'exploitant).

- MTD 5 : les prélèvements d'eau sont enregistrés dans le cadre du suivi de l'élevage, le nettoyage est fait avec nettoyeur à haute pression, l'abreuvement se fait à l'aide de pipettes.

- MTD 7 : les eaux de nettoyage sont évacuées vers le méthaniseur de la SCEA les Grives aux Loups via un réseau de canalisation et un préstockage dans un puisard d'un volume de 3 ou 4 m<sup>3</sup>.

- MTD 8 : ventilation dynamique, éclairage par LEDs, bâtiments récents et destruction d'anciens bâtiments vétustes et mal isolés, chauffage réalisé à 75 % environ grâce à la cogénération du méthaniseur de la SCEA les Grives aux Loups, ...

- MTD 10 (bruit) et MTD 13 (odeurs) : les habitations de tiers les plus proches sont à plus de 100 mètres des bâtiments de la SCEA VIAUD. Néanmoins, l'exploitant gère son installation de façon à éviter les nuisances du voisinage (extraction du bâtiment le plus proche dirigée à l'opposé du hameau, aménagement des accès pour éviter le passage des tracteurs dans le hameau, maintien d'une haie conséquente entre l'élevage et les habitations, ...).

- MTD 11 : présence de brumisation dans tous les bâtiments.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Émissions atmosphériques d'ammoniac**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

**Thème(s) :** Élevage, Dossier

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier ».

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.

**Constats :**

La déclaration des émissions polluantes (GEREP) a été réalisée en 2024 pour l'année de production 2023. Les calculs des excréments d'azote et de phosphore (BRS) et le calcul des émissions d'ammoniac (calcul GEREP) sont joints à la déclaration.

**Type de suites proposées :** Sans suite

